



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



VEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 41 – 26 novembre 2021

Sommaire

Fait marquant

- Le fournisseur d'énergie *Bulb* est placé sous régime administratif spécial après sa faillite

Climat & Energie

- Alok Sharma défend le bilan de la COP26
- Un rapport alerte sur les constructions immobilières en zones inondables
- Un rapport gouvernemental indique comment décarboner les bâtiments publics
- La Première ministre écossaise réaffirme son opposition à la construction de nouvelles centrales nucléaires en Ecosse

Environnement

L'*Environment Agency* lance une consultation concernant la mise en service d'un site de forage pétrolier dans l'East Yorkshire

Industrie

- La *Confederation of British Industry* (CBI) invite le gouvernement à mettre en œuvre l'agenda du *levelling up* dans les anciennes régions industrielles du RU
- Make UK* publie la première feuille de route pour atteindre la neutralité carbone dans le secteur manufacturier

Transport

- Le secteur des vins et spiritueux demande des nouvelles mesures pour lutter contre la pénurie de chauffeurs routiers
- Le rapport définitif sur l'*Union connectivity review* présente 19 propositions pour améliorer la connectivité entre les nations du RU
- Les logements neufs en Angleterre devront installer des bornes de recharge pour véhicules électriques à partir de 2022
- La dernière phase d'essais de la ligne *Crossrail* a débuté, laissant espérer une ouverture de la ligne début 2022

Fait marquant

Le fournisseur d'énergie Bulb est placé sous régime administratif spécial après sa faillite

Bulb, fournisseur d'électricité 100 % renouvelable, est le [dernier fournisseur](#) d'énergie britannique en date à faire faillite depuis août, et le plus important, avec 1,7 million de clients. Cette faillite, la 23^{ème} depuis août dans un secteur qui comportait cet été 50 fournisseurs, est une conséquence de la hausse des prix du gaz sur les marchés de gros, qui a découragé les investissements privés nécessaires à la poursuite de l'activité de *Bulb*. Par ailleurs, le plafonnement des prix (*price cap*) limite la capacité des fournisseurs à répercuter la hausse des prix de gros sur les consommateurs.

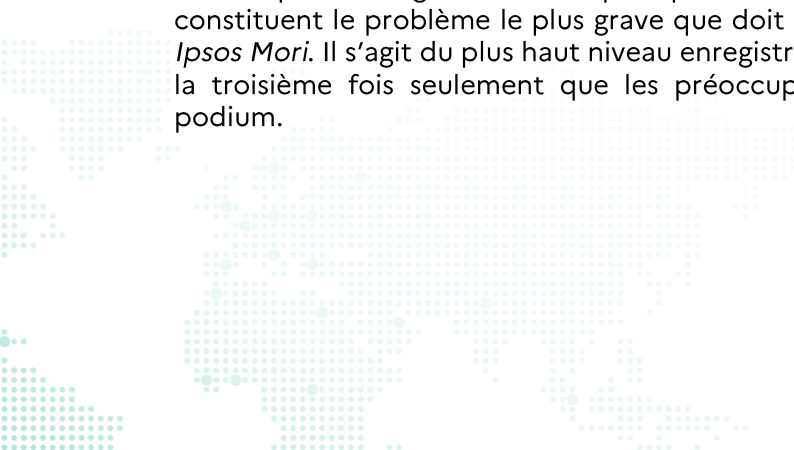
Si, jusqu'à présent, les ménages affectés par les faillites étaient transférés vers des fournisseurs concurrents, le ministre de l'énergie [Kwasi Kwarteng](#) a indiqué que la taille importante du portefeuille de clients de *Bulb* ne permettait pas la mise en œuvre de ce mécanisme de « fournisseur de dernier ressort ». Le régulateur britannique *Ofgem* a donc été contraint de placer l'entreprise sous « [régime administratif spécial](#) », une possibilité ouverte par une loi de 2011 mais encore jamais utilisée. *Bulb* sera géré par des administrateurs, au nom du gouvernement, jusqu'à sa vente, sa restructuration, ou le transfert de ses clients vers d'autres fournisseurs. Si le gouvernement insiste sur le caractère temporaire de ce régime spécial, la poursuite de l'activité de l'entreprise pourrait mobiliser jusqu'à 1,7 Md£ de fonds publics.

Cette faillite a amplifié les appels à une réglementation plus stricte du secteur de l'énergie, beaucoup estimant en effet que [le régime actuel](#) ne permet pas de s'assurer de la liquidité et de la solidité du modèle financier des nouveaux entrants. La libéralisation du marché de l'énergie, qui était jusqu'en 2010 largement dominé par les « big six », a permis l'entrée de nouveaux fournisseurs bénéficiant de contraintes allégées. Ces derniers proposent généralement des tarifs fixes très compétitifs mais sans se couvrir contre la volatilité des prix sur le marché de gros, les rendant très vulnérables à une hausse durable de ces prix. La crise devrait ainsi encourager *Ofgem* à [durcir les conditions financières](#) exigées des futurs entrants.

Le chiffre de la semaine

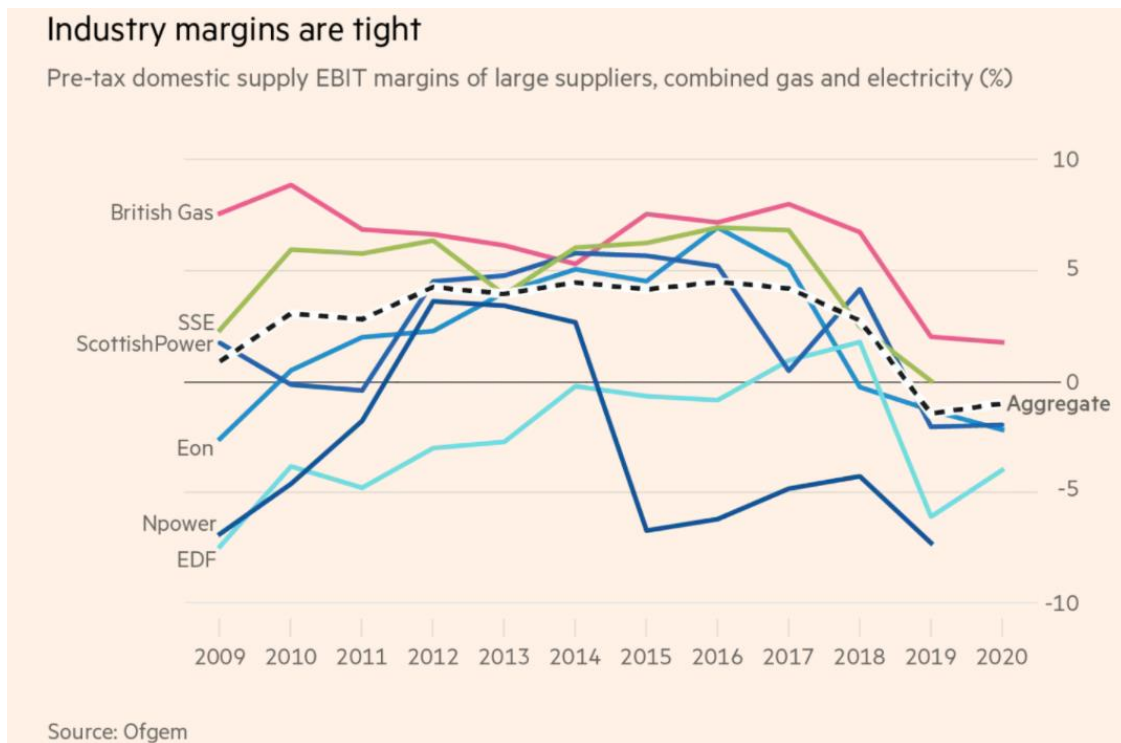
40 %

C'est le pourcentage de Britanniques qui estiment que la pollution et le changement climatique constituent le problème le plus grave que doit résoudre la Grande-Bretagne, selon un [sondage Ipsos Mori](#). Il s'agit du plus haut niveau enregistré depuis le lancement de ce sondage en 1988 et la troisième fois seulement que les préoccupations environnementales apparaissent sur le podium.





Le graphique de la semaine



Ce graphique du *Financial Times*, basée sur les données de l'*Ofgem*, montre que les principaux fournisseurs d'énergie du RU n'étaient pas rentables l'année dernière. Ces derniers soulignent les effets négatifs de la libéralisation du secteur, qui a permis l'entrée sur le marché de nombreux petits fournisseurs qui ont cassé les prix des abonnements (mais dont beaucoup n'ont pas pu faire face à la récente augmentation des coûts) et l'inflexibilité du *price cap*, qui ne permet pas de couvrir leurs coûts d'approvisionnement.

Climat & Energie

Flash – Octopus Energy Group a annoncé vouloir [investir 250 M£](#) afin d'augmenter ses capacités de production et de stockage d'énergie solaire, aujourd'hui estimées à 1,2 GW, de 500 MW supplémentaires.

Flash – La multinationale britannique *Johnson Matthey* a obtenu un financement public de 12 M£ pour la construction dans le Hertfordshire d'une [gigafactory produisant des piles à combustible à hydrogène](#), pour un investissement de 50 M£ visant une capacité de production de 3 GW.

Flash – Dans le cadre du quatrième cycle d'attribution du programme "Contracts for Difference", qui doit s'ouvrir le mois prochain, le gouvernement britannique a annoncé que

[20 M£ par an seraient réservés aux projets hydroliens écossais](#), afin de permettre au secteur de développer sa technologie et de réduire ses coûts. Près de 50 % de la capacité mondiale installée d'énergie hydrolienne utilisant les courants de marée se trouve dans les eaux écossaises

Alok Sharma défend le bilan de la COP26

Dans un article publié par [The Guardian](#), le président britannique de la COP26 Alok Sharma a défendu l'accord obtenu lors du sommet climatique. Selon lui, la présidence britannique a ainsi obtenu de nombreuses avancées, regardant la finance climatique, la fin du charbon, la finalisation des règles d'application de l'accord de Paris et la protection des forêts, des succès obtenus, [selon l'ancien ministre au changement climatique](#) Amber Rudd, « grâce aux capacités extraordinaires des diplomates britanniques ». Si de nombreuses voix ont critiqué un accord final affaibli par l'Inde et la Chine et un fossé toujours plus grand entre les promesses et les actions, Alok Sharma souligne cependant une confiance grandissante entre les nations ainsi que, pour la première fois, la « volonté des pays de trouver un compromis ». Il a également ajouté que le rôle de la présidence britannique ne faisait que commencer et qu'elle maintiendrait une pression constante sur les pays pour qu'ils honorent leurs promesses. [Un des prochains défis](#) à relever concerne le possible alignement des règles de commerce international avec l'impératif climatique, lors de la prochaine réunion de l'OMC.

Un rapport alerte sur les constructions immobilières en zones inondables

Le rapport [Plain Dealing-building for flood resilience](#) alerte sur le nombre grandissants de foyers exposés au risque d'inondation. Cette année, [la hausse de la demande immobilière](#) a entraîné la construction de plus de 5 000 logements sur des terres inondables et ce nombre pourrait [augmenter de 50 %](#) dans les années à venir. Le rapport appelle ainsi le gouvernement à agir pour éviter, dans la mesure du possible, le développement immobilier dans les plaines inondables. Par ailleurs, le rapport souligne également la nécessité de politiques d'adaptation au changement climatique afin de renforcer la résilience des communautés locales face aux inondations.

Un rapport gouvernemental présente la stratégie de décarbonation des bâtiments publics

Le [Net Zero Estate Playbook](#) offre des outils afin d'évaluer les émissions actuelles et la consommation énergétique des bâtiments ainsi que des conseils pour la mise en œuvre et le contrôle de pratiques plus écologiques, parmi lesquelles la nécessité d'une meilleure isolation et l'utilisation de technologies bas carbone comme les panneaux solaires. Le gouvernement cherche ainsi à respecter ses objectifs de neutralité carbone en réduisant de 50 % les émissions directes des bâtiments publics d'ici 2032, puis de 75 % d'ici 2037, par rapport aux niveaux de 2017. La décarbonation des bâtiments publics, qui génère 2 % des émissions totales du Royaume-Uni, [a été jugée](#) « absolument cruciale pour atteindre nos cibles environnementales ». Le rapport ne prend cependant pas en compte les émissions liées à la construction des bâtiments.

La Première ministre écossaise réaffirme son opposition à la construction de nouvelles centrales nucléaires en Ecosse

L'Ecosse, qui prévoit d'atteindre la neutralité carbone en 2045, dépend encore largement des énergies fossiles. Devant le Parlement écossais, Nicola Sturgeon a cependant refusé d'augmenter le recours à l'énergie [nucléaire](#). La construction de nouvelles centrales nucléaires est défendue par les travaillistes et plusieurs syndicats mais le *Scottish National Party* (SNP) au pouvoir (dans le cadre d'une alliance avec le parti écologiste) y est historiquement opposé. Citant l'exemple de la centrale de *Hinkley Point* en Angleterre, Nicola Sturgeon a estimé que le nucléaire constituait pour le consommateur une option plus coûteuse que les énergies renouvelables. Afin d'atteindre ses objectifs environnementaux, elle considère que l'Ecosse doit plutôt s'appuyer sur l'éolien offshore, l'hydrogène et les procédés de CCS (*carbon capture and storage*).

Environnement

Flash – [Une étude menée par Essity](#) révèle que la hausse du coût de la vie, due notamment à l'inflation grimpante et la crise énergétique, empêcherait deux-tiers des britanniques à être plus respectueux de l'environnement.

L'Environment Agency lance une consultation concernant la mise en service d'un site de forage pétrolier dans l'East Yorkshire

L'entreprise *Rathin UK Limited*, qui opère dans la région depuis 2013, a demandé un nouveau permis à l'*Environment Agency* pour la création de six puits de forage supplémentaires, le déplacement de ses infrastructures de stockage de pétrole et l'installation de moteurs permettant la production et l'export d'électricité vers le réseau électrique (*National Grid*). L'agence environnementale, qui délivre ces permis après s'être assurée que les activités d'extraction ne présentent pas de risque significatif pour les personnes et l'environnement, a lancé une [consultation](#) afin de recueillir l'avis de la communauté locale. Si l'entreprise respecte toutes les exigences de législation environnementale, l'*Environment Agency* n'aura d'autre choix que de délivrer le permis. L'exploitation commerciale est cependant également soumise à l'octroi d'un permis de construire par les autorités locales, qui a lui a été refusé en septembre, mais pour lequel l'entreprise pourrait faire appel.

Industrie

Flash – Selon une enquête de la Confédération britannique de l'industrie (CBI), les commandes et les prévisions des prix à la production dans [l'industrie](#) manufacturière ont atteint en novembre leur plus haut niveau depuis au moins 1977, ce qui s'expliquerait par les difficultés rencontrées par les entreprises pour répondre à la demande.

La Confederation of British Industry (CBI) invite le gouvernement à mettre en œuvre l'agenda du *levelling up* dans les anciennes régions industrielles du RU

L'organisme professionnel, qui représente 190 000 entreprises employant environ 7 M de personnes, soit près d'un tiers des employés du secteur privé britannique, organisait cette

semaine sa conférence annuelle. Dans son [discours](#) d'ouverture, le directeur général de la CBI a évoqué la « désindustrialisation » qui touche le RU depuis les années 1980. Selon lui, ce phénomène, couplé à un désinvestissement des pouvoirs publics dans les régions traditionnellement industrielles du RU, a favorisé l'apparition d'une « [économie de branche](#) » (*branch-line economy*) concentrant les emplois et les entreprises à haute valeur ajoutée à Londres et dans le sud-est de l'Angleterre. Tony Danger a notamment regretté l'abandon d'une partie de la ligne ferroviaire à grande vitesse HS2 et la réduction des investissements prévus dans le nord de l'Angleterre, alors que cette région souffre encore d'un manque de connexions ferroviaires.

Le directeur de la CBI appelle donc le gouvernement à créer des clusters régionaux dans le cadre de sa stratégie de [levelling up](#) afin de redynamiser le « cœur industriel » du RU et réduire les inégalités territoriales. Le *levelling up* doit également se traduire par un investissement humain et financier visant à développer dans ces régions les secteurs d'avenir (biotech, spatial, cybersécurité) et ceux liés à la transition bas carbone (production de véhicules électriques et de batteries, hydrogène, éolien offshore). Le directeur de la CBI a par ailleurs annoncé la création d'un *Centre for Thriving Regions* destiné à « coordonner l'engagement du secteur privé en faveur du levelling up ».

Make UK publie la première feuille de route pour atteindre la neutralité carbone dans le secteur manufacturier

Publié en partenariat avec *Inspired Energy*, consultant dans les domaines de l'énergie et de la soutenabilité, ce [document](#) présente les objectifs de réduction d'émissions de gaz à effet de serre (GES) du secteur manufacturier britannique. Les émissions dites de périmètre 1 (issues de la production) et 2 (émissions indirectes liées à la consommation d'énergie) devront diminuer de 67 % par rapport leurs niveaux de 2018 d'ici 2035. Les industriels britanniques prévoient d'atteindre la neutralité carbone en 2050, en s'efforçant notamment de réduire les émissions de périmètre 3 (produites tout au long de la chaîne d'approvisionnement) et en ayant recours aux procédés d'élimination du carbone. Les industriels s'engagent également à proposer davantage des produits « neutres en carbone ». *Make UK* souligne la nécessité d'un soutien public afin d'atteindre ces objectifs, en particulier pour garantir l'accès à une énergie décarbonée et bon marché, introduire des mécanismes permettant d'éviter les « fuites de carbone » (qui conduisent certaines entreprises à délocaliser leurs activités vers des pays où la législation environnementale est moins exigeante qu'au RU), et investir dans la formation dans les secteurs de la transition écologique et numérique.

Transport

Flash – Le *Spirit of Innovation*, l'[avion](#) entièrement électrique produit par *Rolls-Royce*, a atteint une vitesse maximale de 623 km/h lors d'un vol d'essai. *Rolls-Royce* espère pouvoir commercialiser ses avions comme « taxis aériens » permettant de couvrir de courtes distances.

Flash – [British Airways](#), qui fait partie du groupe *International Airlines Group*, le plus important opérateur de l'aéroport d'Heathrow, pourrait supprimer plusieurs de ses vols depuis l'aéroport londonien si les redevances d'atterrissage augmentaient. Heathrow a en effet demandé à l'autorité britannique de l'aviation civile l'autorisation d'augmenter ses redevances de plus de 50 % d'ici 2023 afin de faire face aux pertes financières liées au Covid.

Flash – Le gouvernement va allouer 4,3 M£ afin de financer des [vols directs](#) entre Londres et Newquay (Cornouailles) et Londres et Dundee (Ecosse) pour renforcer les connexions régionales au RU et encourager le tourisme et les voyages d'affaires.

Le secteur des vins et spiritueux demande des nouvelles mesures pour lutter contre la pénurie de chauffeurs routiers

Dans une [lettre](#) adressée au ministre des Transports Grant Shapps, la *Wine and Spirit Trade Association* (WSTA) avertit que les consommateurs devront se préparer à des prix plus élevés et à des [pénuries](#) pour leurs achats de Noël si le gouvernement ne prend pas rapidement des mesures supplémentaires pour résoudre la pénurie de chauffeurs routiers. Le ministère des Transports a présenté depuis septembre plusieurs [mesures](#) pour y remédier mais elles demeurent insuffisantes face à l'ampleur du problème : 85 000 conducteurs de poids lourds manqueraient encore au RU, contre 100 000 en septembre, selon les chiffres de l'association des transporteurs routiers (*Road Haulage Association*). Dans ce contexte, le secteur des vins et spiritueux fait face à trois difficultés principales selon la WSTA : allongement des délais de livraison (multiplication par cinq en moyenne par rapport à l'année dernière), imprévisibilité des livraisons et hausse du coût du fret. Les petites et moyennes entreprises sont particulièrement affectées par ces difficultés logistiques et ne peuvent pas toujours répercuter ces coûts supplémentaires sur les consommateurs. La WSTA propose de mettre en œuvre trois mesures immédiates : prolonger d'au moins une année supplémentaire le système de visas temporaires valable pour l'instant jusqu'au 28 février 2022 ; investir afin d'améliorer l'acheminement du fret depuis les ports ; fournir des informations régulières et à jour sur le traitement des examens des permis poids lourds.

Le rapport définitif sur l'Union connectivity review présente 19 propositions pour améliorer la connectivité entre les nations du RU

Supervisé par Sir Peter Hendy, ce [rapport](#) indépendant présente 19 propositions visant à améliorer la connectivité des transports au RU, afin d'augmenter la croissance économique et la qualité de vie, en lien avec la stratégie de *levelling up*. Le rapport recommande de créer un réseau de transport multimodal (UKNet) sur l'ensemble du territoire britannique, structuré autour de grands axes routiers. Les zones les moins intégrées à ce réseau pourraient bénéficier de financements publics afin d'améliorer leur connectivité. Le rapport incite à améliorer les liens maritimes et ferroviaires entre les différentes nations, notamment au nord et à l'ouest du pays. Le gouvernement écossais, qui doit présenter début 2022 sa stratégie nationale pour une décarbonation des transports, a accueilli avec une certaine réticence les propositions de ce rapport, rappelant que les transports relevaient d'une compétence dévolue. Le rapport invite par ailleurs à abandonner le projet de construction d'un [pont](#) entre l'Irlande du Nord et l'Ecosse ; cette option, défendue par le Premier ministre Boris Johnson, représente en effet des coûts de construction et des difficultés techniques trop importantes par rapport au bénéfice espéré en matière de connectivité. Le rapport invite néanmoins à renforcer les infrastructures routières à l'ouest de l'Ecosse, afin de faciliter ensuite les déplacements en ferry vers l'Irlande du Nord.

Les logements neufs en Angleterre devront installer des bornes de recharge pour véhicules électriques à partir de 2022

Lors de la conférence annuelle de la Confédération britannique de l'industrie, le Premier ministre a annoncé que cette [obligation](#) s'appliquerait aux logements et bâtiments neufs (y compris les supermarchés et les immeubles de bureaux) mais aussi aux bâtiments engagés dans d'importants travaux de rénovation. Il existe actuellement 25 000 bornes de recharge en Grande-Bretagne, mais l'Autorité de la concurrence britannique estime que ce nombre doit être multiplié par 10 avant 2030 si le RU veut électrifier son parc automobile. Grâce à cette mesure, le gouvernement espère que 145 000 bornes de recharge seront installées chaque année. Les représentants des secteurs de [l'automobile et de l'énergie](#) ont cependant alerté sur le fait que cette mesure risquait de bénéficier uniquement aux zones résidentielles les plus riches et disposant de places de stationnement. Ils appellent à favoriser l'installation de bornes publiques de recharge rapide, dans une logique de « levelling up ».

La dernière phase d'essais de la ligne *Crossrail* a débuté laissant espérer une ouverture de la ligne début 2022

Les travaux pour la construction de cette nouvelle ligne de métro et de train ont été repris par *Transport for London (TfL)*, qui fait l'objet de dépassements de coûts et d'un important retard sur le calendrier initial (la ligne devait initialement ouvrir en 2018). Lors de la dernière phase de [test](#), plusieurs milliers de passagers seront mobilisés afin de tester les rames en conditions réelles et s'assurer de leur sécurité et fiabilité. *TfL* et le maire de Londres, Sadiq Khan, ont affirmé qu'il s'agissait d'une étape majeure et ont réitéré leur engagement à ouvrir la ligne dans la première moitié de l'année 2022. *TfL* compte d'ailleurs sur cette ouverture pour s'assurer de nouvelles sources de revenus, indispensables au vu de la situation financière précaire du gestionnaire transports londoniens. *TfL* a récemment demandé au gouvernement 1,7 Md£ de financements supplémentaires afin de pouvoir maintenir ses services à leur niveau actuel jusqu'en mars 2023.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international